

Le monde politique peine à bannir le harcèlement sexuel

Le PS veut un code éthique pour les députés wallons

Après la démission du député écologiste Denis Baupin, accusé de harcèlement sexuel sur quatre élues, de son poste de vice-président de l'Assemblée nationale en France, les médias et le monde politique français s'interrogent. Y a-t-il un problème endémique de comportement dans les sphères du pouvoir ? Et chez nous, en Belgique, dans les nombreux parlements, constate-t-on des faits similaires ? Des faits que certains hésiteraient encore à dénoncer ? "La Libre" tente de démêler le vrai du faux (lire ci-contre).

Repères

Qu'est-ce que le harcèlement sexuel ?

Définition. Dans le texte rédigé par le Parlement canadien et dont souhaitent s'inspirer les députés socialistes

Le milieu politique a évolué, mais le machisme persiste

C'était il y a presque quinze ans, mais Bénédicte Heindrichs n'a pas oublié. La cheffe de groupe Ecolo au conseil communal de Liège ne s'étendra pas sur cet épisode, elle ne donnera pas non plus de nom. Pourtant, elle se rappelle avec précision "le geste tout à fait déplacé" d'un autre élu, assorti d'une "proposition explicite". "C'est un collègue député qui avait aussitôt mis le halte-là", relate-t-elle.

Des anecdotes pénibles sur le sexisme en politique, la jeune femme (39 ans) en possède une petite collection. De son premier débat télévisé, elle garde un arrière-goût amer. La réplique de l'un de ses adversaires d'alors : "Laissez-la parler. Les femmes, c'est comme les moulins, au bout d'un moment, ça s'arrête tout seul." Il y eut aussi ce soir où elle et sa collègue libérale Christine Defraigne se sont vu traiter de "femelles", en marge du conseil communal. "Parce que je suis une personne de caractère, j'ai aussi enduré des tas de sous-entendus. A l'époque, certains prenaient plaisir à appeler mon mari monsieur Heindrichs. Comme si mon attitude en politique impliquait que je n'avais aucune féminité et que, dans le couple, c'était forcément moi qui portais la culotte."

- Paroles et attitudes déplacées restent trop fréquentes dans les enceintes parlementaires.

- En dix ans, le milieu politique belge a beaucoup progressé, bien plus qu'en France.

- Le PS défend l'introduction d'un code de conduite anti-sexisme.

Faire signer les autres groupes politiques

Prenant les devants à la suite de cette énième affaire, le groupe PS du parlement wallon a décidé d'édicter un code éthique et de bonne conduite destiné aux élus et aux collaborateurs, qui préciserait, en matière de harcèlement sexuel mais également de harcèlement moral, le comportement adéquat à respecter. "C'est le moment, selon nous, de marquer le coup, explique la députée wallonne Véronique Bonni (PS). Cela touche aussi bien les hommes que les femmes. Je ne crois pas que la situation chez nous soit identique à celle que l'on a vue en France mais il faut éviter que cela se développe."

Concrètement, le groupe socialiste compte s'inspirer d'un texte canadien (voir ci-dessous) et le proposer dans les quinze jours aux autres groupes politiques représentés au parlement wallon. "Il nous semble important que ce texte soit signé par tout le monde. Nous pourrions également le transposer au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles", annonce encore Véronique Bonni, qui veut saisir une véritable occasion de "préciser les choses en tenant compte de toutes les sortes de harcèlement".

Stéphane Tassin

wallons, on apprend que le harcèlement sexuel "peut prendre, entre autres, les formes suivantes : demandes de faveurs sexuelles ou agressions sexuelles; contact physique malséant ou non désiré tel que des attouchements, tapotements ou pincements; commentaires et gestes insultants et blagues de nature sexuelle qui gênent ou rendent mal à l'aise; etc." S.Ta.

Expériences déplaisantes

Ces faits ont en commun d'appartenir au passé. "En quinze ans, j'ai vu les choses évoluer très positivement, rapporte Bénédicte Heindrichs. Par rapport à l'emballage médiatique en France, c'est important de préciser que, dans nos cénacles, la situation n'est plus du tout la même. A Liège, le bourgmestre Willy Demeyer est intraitable là-dessus. Quand il a reçu des plaintes de femmes maltraitées, il les a toujours prises en considération et ça a contribué à stopper net certains agissements. Dans les partis, il y a eu une prise de conscience. Aujourd'hui, je ne côtoie que des hommes politiques respectueux."

Même si elles ne souhaitent pas en parler publiquement, d'autres élues confient avoir subi des expériences déplaisantes. Au début des années 2000, une ministre qui participait à l'une de ses premières réunions du gouvernement wallon a eu la désagréable surprise de sentir qu'un collègue lui touchait les fesses. Elle s'en est indignée, suscitant une molle réaction de l'intéressé. "Ben quoi, j'essaye... Une fois sur dix, ça marche." Les témoignages convergent cependant pour saluer l'évolution positive du milieu.

Droit de cuissage

Plusieurs sources soulignent aussi la différence entre les contextes belge et français. Alors que la Chambre, à Bruxelles, compte 38 % de femmes, celles-ci ne sont que 26 % à l'Assemblée nationale, à Paris. Voici deux législatures encore, elles n'étaient que 13 %. La femme politique française reste une exception, voire une incongruité dans un monde d'hommes, dont certains persistent à voir les élues comme des proies. *"Le Sénat français, en particulier, est un lieu tout en magnificence, dans l'ancien palais de*

Marie de Médicis, glisse un député belge. Il y a une estafette, un coiffeur, des restaurants en veux-tu en voilà. On boit des grands crus avec vue sur le jardin du Luxembourg. Rien ne vous encourage à l'humilité. Une personnalité fragile, avec des blessures narcissiques, est portée à se croire tout permis. Il faudrait des garde-fous. Or, c'est au contraire un univers qui encourage les dérapages. Tout est fait pour montrer que vous n'êtes pas égal, mais supérieur

aux autres. Cela n'excuse rien, mais ça peut encourager certains à croire que leur toute-puissance va jusqu'au droit de cuissage."

Pour autant, la politique belge n'est pas guérie d'un vieux fond de machisme. Exemple parmi d'autres, en 2014, en séance plénière de la Chambre, Jean-Jacques Flahaux (MR) s'était adressé en ces termes à Nawal Ben Hamou (PS): *"Je félicite ma nouvelle collègue, elle parle bien, elle est intelligente et, moi je peux me le permettre, elle est jolie."* Que l'orateur soit gay était supposé rendre son propos inoffensif. La députée socialiste ne l'a pas entendu de la même manière. Dénonçant des paroles "sexistes", elle s'est dite ulcérée des allusions "constantes" à son physique. *"Quand on vous dit dans un débat politique que vous êtes jolie, ça signifie que vous êtes conne, observe une figure du Parlement. C'est une forme de sexisme qui n'est ni la main aux fesses ni le SMS graveleux, et pourtant c'est violent."*

François Brabant

**"Ben quoi,
j'essaye.
Une fois sur dix,
ça marche."**

UN MINISTRE WALLON

Après avoir touché les fesses
d'une collègue.

Sexe débridé et politique, le lien est surfait

La politique est-elle un environnement suffisamment malsain pour conduire plus qu'ailleurs au harcèlement sexuel? Pas pour Jacques Marquet, sociologue de la sexualité et de la famille à l'UCL. *"C'est difficile de répondre car il n'existe pas de données chiffrées concernant les liens entre le pouvoir politique et ces comportements, explique-t-il. Toutefois, la forte exposition médiatique des mandataires politiques fait que l'on va beaucoup plus parler de ce genre d'événements lorsqu'ils surviennent dans ce milieu professionnel."*

Harcèlement et... plomberie

Autrement dit, le grand public, les journalistes, vont établir un peu trop rapidement un lien entre la fonction d'élus et les avances un peu trop appuyées, comme s'il y avait forcé-

ment un rapport direct de cause à effet. Les politiciens seraient ainsi simplement soumis aux mêmes démons que les citoyens lambda. *"On ne se pose pas la même question lorsque c'est, par exemple, votre voisin qui est impliqué dans une affaire de harcèlement, analyse Jacques Marquet. Peut-être que les journaux en parleront dans un petit article mais personne ne fera le lien entre le comportement dénoncé et le métier de votre voisin. S'il est plombier, personne ne se demandera si le métier de plombier pousse à commettre ce type d'actes."*

Le meurtre de Marie Trintignant

Autre élément d'analyse: *"Le monde politique n'est pas le seul milieu qui fait l'objet de tels rapprochements"* avec la sexualité. Le sociologue cite l'exemple du meurtre de Marie Trintignant. Elle avait été tuée par son compagnon, Bertrand Cantat, le chanteur du groupe de rock français Noir Désir. Ce crime "passionnel" n'est malheureusement pas unique et touche des anonymes. Mais le fait que le couple était composé de stars a conduit à surexposer l'affaire médiatiquement, qui revêtait un caractère dès lors hors norme alors qu'elle n'était pas spécifiquement liée à l'univers du show-business.

F. C.